

Au nord du Kosovo, les soldats suisses surveillent la ville de Mitrovica, où cohabitent Albanais et Serbes

UNE VILLE SOUS TENSION



À Mitrovica, le pont d'Austerlitz relie quartiers albanais et serbes. Barricadé par des palissades métalliques, il n'a toujours pas rouvert au trafic depuis la fin de la guerre. Thibaud Guisan

REPÈRES

» **KFOR**
Création: 1999 mise en œuvre par l'OTAN sur mandat du Conseil de sécurité de l'ONU pour le soutien de la paix au Kosovo.
Effectif: 4750 hommes (contre 50 000 en 1999, 26 000 en 2003, 10 000 en 2010 et 5 000 dès 2011).
Pays engagés: 31 nations membres et non-membres de l'OTAN, dont la Suisse dès 1999 (210 hommes à fin juin 2016).
 » **KOSOVO**
Déclaration d'indépendance: 2008, capitale Pristina.
Habitants: 1,8 million (95% d'Albanais, 5% de Serbes, 1% autres).
Superficie: 10 900 km², soit un quart de la Suisse. TG



« THIBAUD GUISAN, DE RETOUR DU KOSOVO

ville, qui totalise environ 30 000 résidents. Chaque zone est administrée par un maire différent. Le euro a cours au sud alors que le dinar est la principale monnaie d'échange au nord. «A Mitrovica, les deux communautés cohabitent, mais en s'ignorant», constate l'officier valaisan.

Les propos du militaire trouvent écho dans la rue. «Je ne me rends quasi jamais du côté serbe», témoigne Vezire Topolli-Xhoshja, 45 ans, professeur d'économie dans une école du sud de la ville. «Je ne me sens pas en sécurité.» Jelena, une jeune Serbe de 27 ans, assure également qu'elle n'est pas à l'aise «de l'autre côté». «D'ailleurs, je n'ai pas de contact avec des Albanais.»

La guerre des plaques

Dans les faits, la Serbie ne reconnaît pas le Kosovo, autoproclamé indépendant en 2008. Pour Belgrade, le territoire situé au nord de l'Ibar lui appartient. A Mitrovica, la situation se traduit par une guerre des symboles. Les drapeaux serbes du nord de la ville répondent aux étendards albanais et kosovars du sud. Les voitures du sud de la cité portent des plaques d'immatriculation du Kosovo. Au nord, elles battent pavillon serbe. «La plupart des Kosovars albanais qui se rendent au nord de la ville enlèvent leurs plaques pour des raisons de sécurité», raconte Eddy Michel.

L'officier de Saxon, 40 ans, vit au quotidien à Mitrovica avec plusieurs militaires suisses. Membres de la Swisscoy, le contingent de l'Armée suisse engagé au Kosovo, ils font partie des équipes de liaison et de surveillance au service de la KFOR. Leur mission: être en contact direct avec la population et les autorités, pour anticiper des tensions ou des manifestations.

A Mitrovica, les militaires suisses logent dans une maison

au cœur de la ville. Ils patrouillent à pied ou à bord de leurs véhicules tout-terrain. Accompagnés d'un interprète, ils rencontrent chaque jour des personnes de contact au sud et au nord de la cité: des représentants des minorités, des directeurs d'entreprises, des chefs de service municipaux. Un rapport est envoyé quotidiennement au responsable de la Région territoriale nord, le colonel suisse Reto U. Flühmann, qui transfère les informations au commandant de la KFOR.

Constructions sensibles

En approchant le hameau de Kroj I Vitakut (Brdjani en serbe), au nord de la ville, l'officier Eddy Michel pointe du doigt six maisons ravagées durant la guerre. «Elles appartiennent à des Albanais. Mais, pour les Serbes, majoritaires dans le quartier, il est hors de question qu'elles soient recon-



«Il suffit d'un coup de vent pour tout renflammer»

Eddy Michel, officier

truites. Il suffit que quelqu'un commence à creuser dans un jardin près de ces ruines pour que cela provoque de l'agitation.»

Les questions de propriété, c'est «le pain quotidien» à Mitrovica. «Durant la guerre, les Serbes ont été chassés vers le nord de la ville, alors que les Albanais ont été expulsés vers le sud. Aujourd'hui, des familles commencent à retrouver leurs terres. C'est encore fragile, mais encourageant», analyse le Valaisan. A l'inverse, un chantier suscite des tensions à Zvecan, à quelques kilomètres au nord de Mitrovica. Baptisé Sunny Valley et financé par la Serbie, le projet immobilier doit permettre la construction d'environ 300 logements. «Pour le gouvernement de Pristina, ces constructions sont illégales. Elles sont considérées comme des colonies.»

Assis sur la terrasse d'une pizzeria, côté albanais, Eddy Michel

estime que le chemin vers la réconciliation entre Albanais et Serbes est encore long. Le militaire suisse relève toutefois des signaux positifs: les deux maires de Mitrovica se parlent – «c'était impensable il y a quelques années» – et une église orthodoxe a rouvert dans la zone albanaise (et musulmane) de la ville. «Des deux côtés, on sent l'envie de passer à autre chose. Les gens veulent du travail et un avenir pour leurs enfants.»

Ce serueur âgé de 39 ans témoigne de cette volonté de tourner la page. Père de trois enfants, l'homme a vécu en Allemagne durant la guerre. «Au restaurant, nous accueillons régulièrement des clients serbes. Les populations n'ont pas de problème entre elles. C'est un problème entre Pristina et Belgrade. La grande préoccupation, c'est le chômage. Et la situation est similaire des deux côtés.» »

«ICI, NOUS SOMMES EN SERBIE»

Le pont d'Austerlitz est le symbole de la division de Mitrovica. Si les piétons peuvent le traverser librement, l'ouvrage est toujours fermé au trafic.

«Ces derniers temps, la situation est plutôt calme. Mais s'il y a des manifestations, c'est dans cette zone qu'elles ont lieu.» Officier suisse au service de la KFOR, Eddy Michel présente un symbole: le pont d'Austerlitz, qui enjambe l'Ibar. L'ouvrage, qui relie quartiers albanais et serbes de Mitrovica, n'a pas rouvert à la circulation depuis la guerre, faute d'accord entre Albanais et Serbes. En 2015, l'Union européenne a ordonné que le pont soit barricadé par des palissades en métal.

Endommagé durant la guerre, l'ouvrage a été rénové en 2001 par la France. Il est tenu à l'œil: côté albanais, les Carabinieri italiens montent la garde 24 heures sur 24 pour le compte de la KFOR. Arrivé de l'autre côté, le visiteur tombe sur un monument à la

gloire des soldats serbes tués par les combattants albanais et les frappes aériennes de l'OTAN. «De grosses émeutes ont éclaté en 2004, 2008, 2011 et 2014», raconte Eddy Michel.

L'officier valaisan désigne trois immeubles bordant le pont. «Durant la guerre, ces tours constituaient des postes pour des tireurs embusqués. Des gens se sont fait tuer sur ce point de passage. Pour beaucoup d'habitants de Mitrovica, il n'est pas naturel de franchir le pont. Vous pouvez enlever des barricades physiques, mais pas psychologiques.»

Confirmation aux abords de l'ouvrage. «Je ne traverse jamais», témoigne Fatime Hyseini, 44 ans, qui tient un kiosque, côté albanais. «Avant la guerre, j'habitais au nord. J'ai dû me réfugier au sud. Les Serbes ont occupé mon appartement.» Côté serbe, Jelena prend un verre sur une terrasse d'un café. «Ce pont fermé? On est habitué», glisse-t-elle. Pour la jeune femme, cela ne fait au-

cun doute: «De ce côté, nous nous trouvons en Serbie.» Sans emploi, Jelena a étudié à l'International Business College de Mitrovica: une institution ouverte en 2010 au sud et au nord de la ville grâce à des soutiens européens.

Avant la guerre, Mitrovica constituait un poumon économique du Kosovo. Aujourd'hui, le taux de chômage dépasse 50%, comme ailleurs dans le pays. Les mines Treпча et une vaste usine de production de batteries, à l'arrêt depuis le conflit, occupent près de 20 000 collaborateurs. Seules 1000 personnes travaillent encore dans les mines. Les réserves de minerais sont énormes, mais les installations sont désuètes. «D'importants investissements étrangers sont nécessaires. Mais, tant que le pays ne retrouvera pas une certaine stabilité, personne ne voudra s'y risquer», estime le colonel Reto U. Flühmann, responsable de la Région territoriale nord de la KFOR. » TG